

LE TEMPS



ZUR HERBSTSESSION AM FREITAG, 25. SEPTEMBER 2017, STELLEN WIR IHNEN FOLGENDES BILDMATERIAL ZUR VERFUEGUNG - Sturmgev hre der Schweizer Armee liegen in einer Kiste anlaesslich der Entlassungsinspektion des Kanton Zuerich in der Kaserne Reppischtal,...

© Keystone

MA SEMAINE SUISSE

ProTell, un faux nez

OPINION. Le lobby des armes helvétique a une dent contre l'Union européenne, et fait un rapprochement avec les «régimes autoritaires». Notre chroniqueur Yves Petignat dénonce un embrigadement de la langue

3 minutes de lecture

Yves Petignat

Publié dimanche 24 février 2019 à 09:28, modifié dimanche 24 février 2019 à 09:30. **ABONNÉ**

On ne tord pas les mots sans conséquences. Lorsque Mme Olivia de Weck, vice-présidente du lobby des armes ProTell, déclare dans *Le Temps* ( dition du 13 février): «Nous ne connaissons pas le but final de l'UE. D sarmer les citoyens, peut-être? C'est ce que cherchent à faire tous les régimes totalitaires», elle n'exprime pas une opinion. Elle pervertit les mots. Ce qui trahit soit une absence de maîtrise de la langue, soit, mais on n'ose l'imaginer, une perversion de la pensée.

Lire aussi: Olivia de Weck, patriote armée

L'UE est précisément née pour prévenir le retour de la tyrannie et du désastre sur notre continent. La comparer à un régime totalitaire, cela est simplement atterrant. Et injurieux pour les millions de victimes du vrai totalitarisme, le IIIe Reich, l'URSS stalinienne, la Chine de Mao, le Cambodge de Pol Pot, etc. Même Marine Le Pen, qui s'était avancée à évoquer «le risque de dérive totalitariste de l'UE» durant sa campagne électorale de 2017, a radouci le ton depuis lors.

Embrigadement de la langue

Il ne s'agit pas, dans cette chronique, de juger si les niveaux de liberté et de sécurité sont liés à la possession d'armes. Bien qu'il ne saute pas aux yeux que les gouvernements libéraux en la matière – ceux de Donald Trump aux Etats-Unis, de Jair Bolsonaro au Brésil – assurent davantage de liberté et de sécurité à leurs concitoyens que les Pays-Bas ou le Danemark, les plus restrictifs d'Europe.

Ce qui doit nous inquiéter ici, c'est l'embrigadement de la langue, sa distorsion pour en faire un véhicule de l'idéologie. Une fois de plus il faut rappeler ce qu'en disait le philologue Victor Klemperer, qui a survécu au nazisme: «Les mots peuvent être comme de minuscules gouttes d'arsenic: on les avale sans y prendre garde... Un jour la langue parle à ta place.»

Associer dans la même intention liberticide l'UE et les régimes totalitaires n'est pas innocent. Cela instille l'idée d'une Union illégitime car hostile aux libertés et à la démocratie. Or, au chapitre «Idéologie et terreur» de son *Système totalitaire*, Hannah Arendt dresse une liste très précise des conditions de l'Etat totalitaire, lequel se distingue d'autres formes oppressives que sont l'Etat autoritaire ou la dictature: règne de la terreur totale, mouvement de masse, parti unique, contrôle de tous les individus, déplacement de la force de l'armée à la police, idéologie imposée. Aujourd'hui, même des Etats à tentation autoritaire, comme la Hongrie, la Pologne ou la Turquie, en sont loin.

Image faussée de l'UE

L'UE n'est pas parfaite. Elle n'est que le résultat de l'addition d'Etats membres aux intérêts divergents. Parce que la participation aux élections européennes n'a pas franchi les 43% ces dix dernières années, la Suisse est-elle pourtant la mieux placée, avec ses 48,5% aux dernières fédérales, pour critiquer le manque de représentativité du Parlement européen? En matière de transparence, par exemple, l'UE publie depuis 2001 documents de travail et comptes rendus de réunions qui, en Suisse, sont généralement inaccessibles.

Le lobby des armes ne serait-il pas, en réalité, le faux nez des opinions hostiles à un accord avec l'UE? Le fait est que cette hostilité et cette façon de tordre les mots contribuent à renforcer en Suisse l'image d'une UE avec laquelle on ne saurait pactiser sans perdre son âme. Que ProTell, qui ne peut en accepter les règles, soit donc conséquent et propose le retrait de la Suisse de l'espace de sécurité de Schengen.